

Annales politiques et littéraires, n° 765

Les pages

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Les mots clés

[Affaire Dreyfus](#)

Présentation

Date 1898-02-20

Genre Presse (numéro de revue)

Mentions légales Fiche : Centre d'Études sur Zola et le Naturalisme & Institut des textes et manuscrits modernes, CNRS-ENS ; projet EMAN (CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Editeur de la fiche Jean-Sébastien Macke, Centre d'Étude sur Zola et le Naturalisme & Institut des textes et manuscrits modernes, CNRS-ENS ; projet EMAN (CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle).

Description & Analyse

Période de l'affaire Dreyfus 3/7 - De J'Accuse (13 janvier 1898 jusqu'au départ en exil de Zola (18 juillet 1898)

Contributeur(s)

- Macke, Jean-Sébastien (édition scientifique)
- Walter, Richard (édition numérique)

Citer cette page

Annales politiques et littéraires n° 765, 1898-02-20

Jean-Sébastien Macke, Centre d'Étude sur Zola et le Naturalisme & Institut des textes et manuscrits modernes, CNRS-ENS ; projet EMAN (CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle).

Consulté le 13/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

https://eman-archives.org/Zola_Dreyfus/items/show/25

Notice créée par [Jean-Sébastien Macke](#) Notice créée le 04/09/2015 Dernière

modification le 13/01/2023

DIRECTEUR :
Jules BRISSONABONNEMENTS
Édition ordinaire
(TEXTE SEUL)Un an Six mois
France 6fr. 3fr. 50
Union postale. 7fr. 50 4fr. 50
LE NUMÉRO : 15 CENT.Les manuscrits non insérés ne sont
pas rendus.

LES ANNALES

POLITIQUES ET LITTÉRAIRES

REVUE POPULAIRE PARAISSANT LE DIMANCHE

20 FÉVRIER 1898

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
15, rue Saint-Georges — ParisABONNEMENTS
Édition illustrée
(TEXTE ET SUPPLÉMENT)Un an Six mois
France 10fr. 5fr. 50
Union postale. 12fr. 50 6fr. 50
LE NUMÉRO : 25 CENT.Les annonces sont reçues exclusivement à
l'Agence parisienne de publicité, 23, rue
Montmartre et chez MM. Lagrange, Cérj,
et Cie, 8, place de la Bourse, Paris.

SOMMAIRE

Chronique Politique, &c.

Notes de la Semaine : A. M. Henry

Bérenger, &c.

Promenades Parisiennes : Sous les galeries de l'Odéon

Pages d'Histoire : La Vérité sur

Louis XVII.

Echos de Paris : Deuila : Ferdinand Fabre, Tony Révillon, Ollé Laprade.

— Le singe du ministre, — Sur le

Boulevard, — Le modèle de Georges

Haquette, &c.

Mémoires de Barras : M^{me} Tallien et

J. de Beaumanois

Portrait de Barras, &c.

Poésies : La Jeunesse, &c.

— Le Canard.

Causerie Théâtrale : Victorien Sardou ;

« Pamela », &c.

Bulletin Théâtral, &c.

Pages publiées : Mon entrée au séminaire, La servante du curé, &c.

Au directeur du « Figaro », &c.

— La misère du peuple, &c.

Analyses Littéraires : La plaidoirie est-elle un genre littéraire ?, &c.

Le Sanglier, comédie (suite), &c.

Troupilles et Curiosités : La famille

royale au Temple, &c.

Mouvement Scientifique, &c.

Roman : Natacha (suite), &c.

Jeux du Dimanche, &c.

Petit Courrier, &c.

FRANCISQUE SARCEY

ANATOLE FRANCE

P. AUDEBRAND

SERGINES

BARRAS

LAZARE CARNOT

AUGUSTE DORCHAIN

JEAN SILVA

ADOLPHE BRISSON

E.-ED. G.

FERNAND FABRE

TONY RÉVILLON

JEAN CRUPPI

ALEXANDRE BISSON

UN FURETEUR

HENRI DE PARVILLE

LÉON TOLSTOI

TIRÉSIAS

GEORGES DERVILLE

SUPPLÉMENT ILLUSTRE

ACTUALITÉS PARISIENNES : Le procès Zola : Manifestation sur le boulevard Saint-Michel.

AUTOUR DE « PAMÉLA » : L'auteur, la principale interprète, les personnages (reproductions d'estampes et vues diverses).

MUSIQUE : Khacidah, rêverie arabe. Paroles et musique de P. LACOME.

La déposition des témoins militaires a été très longue et très mouvementée. Il s'est engagé, à propos du fameux « petit bleu » et des entretiens que M^{me} Leblois et le lieutenant-colonel Picquart purent avoir dans les bureaux du ministère de la guerre, une orageuse discussion.

Le « petit bleu » est la pièce sur laquelle le lieutenant-colonel Picquart se fit une conviction. Le commandant Lauth et l'archiviste Gribelin ont affirmé sur l'honneur qu'on leur avait expressément demandé de donner à cette pièce les caractères d'authenticité qui lui manquaient.

Le lieutenant-colonel Picquart l'a nié ; il a nié également que parmi les papiers qui se trouvaient sur son bureau pendant ses conférences avec M^{me} Leblois, figurait un dossier secret et que ce dossier fut ouvert.

Ses dénégations ont amené une scène des plus vives. Le colonel Henry lui a donné un démenti formel.

Dans sa déposition, le général de Pellieux, est allé, de son propre mouvement, au-devant des questions. Différents points de cette déposition sont à retenir : c'est, d'une part, que les fac-similés du bordereau et le bordereau lui-même ne présentent pas un caractère d'entière similitude et que toutes les expertises basées sur ces clichés étaient faites dans de mauvaises conditions et que, d'autre part, il n'y avait qu'un officier d'état-major, un stagiaire et un officier d'artillerie ayant pu connaître les pièces énumérées dans le bordereau.

En terminant, et au milieu de l'émotion générale, le général de Pellieux a déclaré « qu'il était criminel d'enlever à l'armée la confiance qu'elle a dans ses chefs ». — « Au jour du danger, plus proche qu'on le croit, que voulez-vous, s'est-il écrit, que fasse cette armée ? C'est à la boucherie que seraient conduits vos fils, MM. les jurés. Et ce jour-là, M. Zola aura gagné une nouvelle bataille. Il pourra écrire une nouvelle Débâcle pour cette Europe d'où la France sera rayée. » — Il s'est montré fort sévère pour le colonel Picquart. Celui-ci, très froid, très maître de lui, s'est défendu de tout mobile suspect. Il a raconté comment il avait été amené à poursuivre une enquête contre le commandant Esterhazy et il a laissé entendre que s'il avait échoué, s'il n'apportait pas au procès des preuves moins récusable que le « petit bleu », on le devait à l'état-major général, qui n'avait rien voulu voir, rien entendre et l'avait envoyé en mission à la frontière triplépolitaine ; « en mission dangereuse », a-t-il ajouté.

Les hommes politiques ont déposé longuement. Plusieurs même ne se sont pas bornés, comme M. Ranc, à fournir un té-

moignage moral, ils ont discuté sur le fond même des choses et déclaré que la production d'une pièce secrète au procès de 1894, en dehors de la défense, comportait de droit la révision.

M. Jaurès s'est montré, comme à l'habitude, fort vif. Il a dit que le procès avait été conduit pour la justification systématique des grands chefs militaires et que c'était l'état-major général qui avait fait passer au commandant Esterhazy les « pièces libératrices ».

La déposition des experts et des graphologues aura pris à elle seule trois journées.

M. Louis Franck, l'avocat de M^{me} Chauvin, a fait au tableau noir un véritable cours de graphologie et d'écriture comparée. Pour lui, comme pour tous les graphologues qui ont déposé à la requête de la défense, le bordereau est de la main du commandant Esterhazy.

Ils en ont jugé, comme M. Molinier, au coup d'œil ; à la forme des a et des j ; à l'écriture elle-même, qui serait *dextrogyre et centripète*, alors que l'écriture du capitaine Dreyfus est *senestrogyre et centrifuge* ; et enfin aux fautes grammaticales, aux *germanismes* qui, selon M. Louis Havet, y « fourmillent ».

Les experts en écriture sont plus partagés. Le bordereau est d'une écriture naturelle, suivant les uns, et d'une écriture déguisée, suivant les autres, sans aucune analogie avec celle du commandant Esterhazy.

On a également donné lecture au tribunal des dépositions de M^{me} de Boulancy et de M^{me} de Comminges. M^{me} de Boulancy a déclaré à M. le juge Bertulus que le commandant Esterhazy, son cousin, n'avait jamais fait appel à la violence pour rentrer en possession de ses lettres ; elle a ajouté que ses lettres étaient aussi compromettantes que celle dite « du ulhan ».

M^{me} de Comminges a été évasive.

Et le procès se déroule ainsi dans une longue suite de dépositions également contradictoires, où la chose jugée n'est même plus respectée.

A la barre, la discussion est tantôt courtoise ; tantôt elle se hausse jusqu'à la colère.

La salle dont une partie est acquise à M. Zola, et l'autre hostile, approuve ou désapprouve, siffle ou applaudit sans qu'il soit possible de la prévenir ou de l'arrêter.

C'est ainsi que la déposition du colonel Picquart a provoqué un incident des plus graves. Un groupe de stagiaires et quelques jeunes gens, qu'on a dit indûment revêtus de la robe d'avocat l'ont soulignée de bravos et de cris hostiles à l'armée,

qui ont amené le bâtonnier lui-même, M^e Ployer, à se porter au-devant des généraux présents et à les assurer de ses regrets personnels, et des regrets du barreau.

La foule des personnes qui attendent l'entrée et la sortie de M. Zola est toujours considérable. Par mesure d'ordre l'auteur de *Germinal* change chaque jour d'itinéraire et ne marche qu'au milieu d'un groupe d'amis et de policiers. Il est tour à tour, et suivant le vent qui souffle, conspué ou applaudi.

X

Comme il était aisé de le prévoir, les faits qui se déroulent au Palais de Justice ont trouvé leur écho au Palais-Bourbon.

Le ministre de la guerre a été saisi de quatre demandes d'interpellation. L'une de ces interpellations est sensationnelle au premier chef. Elle a trait, en effet, aux « relations du ministre de la guerre avec la famille Dreyfus ».

M. Ernest Roche se prétend en mesure de prouver que le général Billot aurait fait demander à la famille du condamné de lui communiquer les documents susceptibles d'assurer la révision du procès de 1894.

Son interpellation a été renvoyée après les débats. Toutefois le ministre de la guerre n'a pas voulu attendre jusque-là pour se justifier. Il a très énergiquement affirmé qu'il « ne connaissait pas la famille Dreyfus, qu'il n'avait sollicité d'elle aucune pièce, et cela pour la raison que Dreyfus était "traître et coupable" ».

Il a ajouté que si jamais « dans l'affolement des passions on parlait de la révision, il ne resterait pas une minute au ministère ».

X

Le procès Zola ne nous a pas permis, l'autre jour, d'enregistrer l'ouverture du Parlement britannique et de donner la substance du discours impérial, le *Queen's speech*, comme on l'appelle.

Le discours de la reine ne révélait, d'ailleurs, rien absolument d'imprévu. Il est intéressant surtout pour certaines omissions significatives. Il ne dit rien des négociations pendantes avec la France au sujet de l'Afrique occidentale et avec la Chine au sujet de l'emprunt, — toutes choses importantes, cependant.

Que les débats de la Cour d'assises nous laissent enregistrer cette fois la victoire du président Krüger, « l'oncle Paul », qui vient d'être rappelé à la présidence du Transvaal par une majorité énorme, et la mort du comte Kalnoky.

Homme d'état d'une haute valeur et d'une grande expérience, le comte Kalnoky occupa pendant quatorze années consécutives la présidence du Conseil de la monarchie austro-hongroise et, à ce titre, il avait eu sur les affaires de son pays une influence considérable. D'une famille d'origine magyare, fixée en Moravie, moitié Tchéque, moitié Hongrois, d'éducation essentiellement allemande, il participait des trois races rivales qui se disputent l'hégémonie de l'empire, et il était en quelque sorte le microcosme de l'Autriche-Hongrie.

Prière d'adresser toutes les communications relatives à la rédaction des Annales à M. ADOLPHE BRISSON, rédacteur en chef.

NOTES DE LA SEMAINE

A M. HENRY BÉRENGER

Mon cher frère,

SOUFFREZ, je vous prie, que je mette sous vos yeux une lettre qui vous intéressera sans doute et qui, je crois, sera pour nos lecteurs un sujet de réflexions sérieuses. Elle est charmante, cette lettre, en sa naïveté primevrière, et je préfère n'en rien retrancher, pas même les compliments obligés par où elle débute.

La voici donc :

« Monsieur notre cher oncle,

» Depuis longtemps déjà je suis un lecteur assidu des *Annales* et c'est avec impatience que j'attends le samedi pour goûter ma lecture favorite.

» Un article m'a frappé ou plutôt m'a peiné dans le dernier numéro. Je me hâte de vous dire que ce n'est pas le vôtre. Vous serez peut-être étonné de voir que je m'adresse à vous en cette circonstance; mais, à moi, cela me semble tout naturel. Ces messieurs des *Annales*, je ne les connais que fort peu, et M. Henry Bérenger moins que les autres encore; car ce n'est pas, je crois, un habitué de la maison. Tandis que vous, mon cher oncle, vous êtes bien pour moi une ancienne connaissance. A force de lire vos *Notes de la semaine*, il me semble que je vous vois, que je vous entends, que je discute avec vous, et, tout de suite, comme ça, naturellement, c'est à vous que je pense quand il me vient une réflexion embarrassante.

» L'article qui me chiffonne était intitulé : *Statistique des prolétaires intellectuels*.

» M. Henry Bérenger est évidemment pessimiste, ou, plutôt il se place trop haut pour nous voir tels que nous sommes. Je dis nous, puisque M. Henry Bérenger a bien voulu nous ranger, mes collègues et moi, dans la catégorie des intellectuels.

» Je suis un simple instituteur. Vous trouverez mon nom et mon adresse au bas de cette lettre; mais je vous prie de m'en garder le secret, si vous croyez devoir faire part au public de mes réflexions.

» De l'article dont je vous parle, il se dégage cette impression, qui est pénible et que je ne crois pas très juste : c'est que lorsqu'on ne gagne pas un minimum de quatre à cinq mille francs par an, on est dans un état voisin de la misère; on végète dans ce que M. Henry Bérenger appelle le prolétariat.

» Pour nous juger ainsi, il faut que M. Bérenger, qui plane sans doute dans des sphères supérieures, nous regarde à travers cette atmosphère de luxe qui l'entoure. Alors, d'après lui, les neuf dixièmes des Français seraient dans la gêne, car on ne peut guère évaluer à plus d'un dixième la proportion des chefs de famille qui, chez nous, ont 4,000 francs à dépenser par an.

» M. Bérenger peut se rassurer; la France est moins malheureuse qu'il ne le croit.

» Tenez! moi, mon cher oncle, je ne gagne que 4,800 francs, et, circonstance aggravante (je dis aggravante au regard de M. Bérenger), je suis marié.

» Eh bien! je ne sais pas si je suis, à vraiment parler, un proléttaire; je puis vous répondre que je suis un proléttaire heureux. Il est vrai que je n'ai que vingt-sept ans.

» Ah! dame, ma femme et moi, nous ne passons pas l'hiver à Nice et l'été sur la

plage à la mode; nous ne connaissons pas le luxe de la haute vie; nous ne le soupçons même pas. Nous travaillemos toute la journée. Pendant que je fais ma classe, ma femme s'occupe du ménage. Elle remplace à la fois repasseuse, modiste et couturière. Le travail nous maintient de bel appétit et gais.

» Nous n'avons point, grâce à Dieu, de privations matérielles à subir; notre situation même nous permet de ne pas oublier que nous sommes « des intellectuels ». Une fois bouclé le budget et l'indispensable il nous reste de quoi acheter le journal quotidien, nous abonner aux *Annales*, à une revue professionnelle, et même, je vous le dis tout bas, à nous en aller deux fois par an jusqu'à Lyon, entre *Carmen* ou les *Huguenots*; mais c'est là un extra, et j'aurais mieux fait de ne pas vous en parler, car vous me gronderez peut-être.

» Etre gêné, je pense, c'est vouloir mener, quand on ne gagne que 4,800 francs, comme nous, le même train que ceux qui ont des appointements de 4,000 francs. Mais que M. Henry Bérenger en soit persuadé: on peut être très heureux chez nous, mais très heureux avec 2,000 francs. Pour cela, par exemple, il faut regarder autour, et surtout au-dessous de soi. Il ne faut pas songer à chaque instant qu'il y a des personnes qui sont plus riches et qui peuvent se payer une vie plus large.

» A mon avis, mais je suis peut-être pessimiste à mon tour, cet article est de nature à produire un effet regrettable parmi les lecteurs des *Annales*. Votre revue est très lue par les instituteurs et par une foule de modestes fonctionnaires, pour qui un traitement de cinq mille francs est un mirage quasi-fantastique. Les uns auront fait comme moi, ils auront souri, avec un léger soulèvement d'épaules. Mais combien auront pris au pied de la lettre les allégations de M. Henry Bérenger, et seront tout prêts à se poser en victimes de la Société. Voilà comme on fait les agris et les mécontents. Laissez donc les gens modestes se croire heureux, et n'allez pas les faire prolétaires, malgré leurs dents.

» Mais il me semble que voilà que je m'emballe. Pardon, mon cher oncle; je termine ici cette lettre. Faites ce qu'il vous plaira de ces observations. Elles témoignent, en tout cas, de l'intérêt avec lequel je lis tout ce qui est publié dans nos chères *Annales*.

» Je vous prie d'agrérer, etc. »

Voilà, mon cher Bérenger, comme écrivent nos instituteurs. Avouons que cette lettre, d'une sincérité si fraîche, est, en même temps, fort sensée.

Au fond, il est moins en désaccord avec vous qu'il n'imagine. Peut-être ne l'avez-vous pas dit assez nettement; mais, vous non plus, vous ne croyez pas qu'on soit un proléttaire intellectuel par cela seul qu'on ne gagne que de modestes appointements. Le proléttaire, pour vous, c'est le déclassé. C'est l'homme dont les ambitions sont plus grandes que le mérite, et dont l'envie ronge le cœur.

Vous avez diagnostiqué une maladie qui est très réelle.

Oui, il est certain que de nos jours une foule de jeunes gens, encouragés par les facilités nouvelles que la société offre à ceux qui veulent s'instruire, sortent à l'étoird du milieu où ils étaient nés, où ils auraient pu vivre heureux, et se lancent dans ce qu'on appelle les carrières libérales, où ils ne rencontrent que déceptions.

Les uns ne trouvent nulle part l'emploi

1897



LE PROCÈS ZOLA : MANIFESTATION SUR LE BOULEVARD SAINT-MICHEL

Supplément aux « Annales Politiques et Littéraires. »

N° 765 — 20 Février 1898.